

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 15/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PROSERVE DASRI**

21 RUE DES ENTREPRENEURS  
ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS  
78420 Carrières-Sur-Seine

Code AIOT : 0006523903

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 CARRIERES-SUR-SEINE. L'inspection a été annoncée le 14/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'est rendue dans les locaux de la société Proserve dans le cadre d'une réunion concernant les nuisances olfactives.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROSERVE DASRI
- 21 RUE DES ENTREPRENEURS ZONE INDUSTRIELLE DES AMANDIERS 78420 CARRIERES-SUR-SEINE
- Code AIOT : 0006523903
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société PROSERVE DASRI est spécialisée dans la collecte et le traitement des Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI).

Pour cela, elle met en œuvre une technique de pré-traitement et de désinfection des DASRI par broyage et chauffage. Ce procédé homologué (en référence à la norme NX 30-503-1 «Déchets d'activités de soins - Réduction des risques microbiologiques et mécaniques des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés par les appareils de prétraitement par désinfection») consiste à modifier l'apparence des DASRI (suppression de l'impact psycho-émotionnel) et à réduire leur contamination microbiologique (suppression du risque infectieux), il permet également de réduire le volume des déchets jusqu'à 80%.

Les DASRI ainsi pré-traités sont assimilés aux déchets non dangereux et peuvent intégrer leur filière d'élimination similaire (hors compostage): incinération en usine d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) ou enfouissement en Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).

Initialement implantée à Argenteuil, la société a déménagé en juillet 2022 ses activités à Carrières-sur-Seine, après délivrance d'une autorisation préfectorale d'exploiter le 25 janvier 2022, dans un bâtiment existant qui a déjà abrité des activités soumises à la réglementation des installations classées.

Les activités exercées sur le site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la réglementation des ICPE et de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

Le site fonctionne du lundi 6h jusqu'au samedi 14h sans interruption. Sont employés sur site 56 personnes (majoritairement des chauffeurs, une dizaine de personnes en production et 7 personnes dans les bureaux).

L'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 a été modifié par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-0002 du 19 mars 2025, notamment des prescriptions relatives aux émissions des installations dont les odeurs.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Odeur

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Nuisances olfactives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Stockage de déchets particuliers	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Conduits des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1.2 et APC du 19/03/2025, article 1er	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Moyens de lutte et de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	IEM	Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.3.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Registre des déchets générés par l'installation	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Fluides frigorigènes - Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1er et 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités du site sont à l'origine de nuisances olfactives pour les riverains du site. Les premières mesures qui ont été prises par l'exploitant pour les limiter (arrêt des rejets de vapeurs, fermeture des portes entre les phases de chargement/déchargement, fermeture de la benne pour les déchets

produits par les machines Ecodas) n'apparaissent pas encore suffisantes.

L'exploitant doit poursuivre les recherches concernant les odeurs, par la réalisation de la cartographie des odeurs et des mesures environnementales des odeurs. Il doit également mettre en œuvre des mesures au niveau de la benne de déchets banalisés issus des machines Ecosteryl et du compacteur.

L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance en date du 20 mai 2025, sollicitant la modification de certaines prescriptions de son arrêté préfectoral, ce dossier est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Nuisances olfactives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°14) :</p> <p>« Les activités du site sont à l'origine de nuisances olfactives. Les premières mesures qui ont été prises par l'exploitant pour les limiter (arrêt des rejets de vapeurs, fermeture des portes entre les phases de chargement/déchargement) n'apparaissent pas suffisantes. Il convient en particulier que l'exploitant mette en œuvre des mesures au niveau de la benne de déchets banalisés et du compacteur.»</p> <p>Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>Article 45</p> <p>« Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques. »</p>
<b>Constats :</b> <p>Comme rappelé lors de l'inspection du 05/06/2024, depuis 2023, des plaintes pour nuisances</p>

olfactives et des fumées ont été adressées à l'inspection :

- 12/10/2023 : plainte adressée par la Mairie de Carrières sur Seine concernant des nuisances olfactives et des fumées provenant du site
- avril, mai, juin 2024 : plaintes des riverains, nuisances perçues au moins une fois par semaine, caractérisées comme "nauséabondes et irritantes" notamment pour la gorge, nuisances ressenties tard en fin de journée et très tôt le matin
- septembre 2024 : nouvelle plainte relative aux nuisances olfactives de la part d'un des riverains de la société.
- avril 2024 : plainte adressée par la Mairie de Carrières sur Seine relative aux nuisances olfactives (odeurs nauséabondes) perçues par des riverains.

Malgré les actions correctives mises en place par l'exploitant (arrêt des rejets de vapeurs, fermeture des portes entre les phases de chargement/déchargement, changement des banaliseurs), les nuisances olfactives senties par les riverains persistent.

Dans ce contexte, une réunion a été organisée le 13/05/2025 avec la présence, dans les locaux de la société Proserve Dasri à Carrières sur Seine de:

- l'équipe d'inspection
- des riverains ayant émis des plaintes à l'encontre de la société Proserve Dasri
- des représentants de la société Proserve Dasri
- de la mairie de Carrières sur Seine.

L'exploitant a notamment indiqué lors de cette réunion qu'il prévoit de lancer une étude olfactive couplée à une analyse météorologique et des courants d'air afin de cartographier les zones sensibles aux odeurs signalées par les riverains et que des mesures seront réalisées le mercredi 14/05 par le bureau d'études, avec un objectif d'avoir l'ensemble des conclusions à la fin de l'année 2025.

Un canal de communication via Whatsapp a été mis en place entre l'exploitant et les riverains afin de pouvoir mieux identifier les éventuels liens entre les activités du site et les odeurs ressenties par les riverains. Il est à noter que certaines odeurs ressenties par les riverains ne sont pas toujours en lien avec l'activité du site : une odeur de fumier a été ressentie en provenance probable d'une déchetterie à proximité, et les salariés de Proserve signalent une odeur de solvant au niveau des bacs vides.

En marge de cette réunion, une visite des installations a été réalisée, en présence de l'équipe d'inspection et des riverains présents à la réunion d'échange, avec pour objectif d'identifier l'origine et/ou les odeurs ressenties par les riverains.

Lors de la visite des installations, les riverains présents ont indiqué que les odeurs ressenties dans leurs locaux sont similaires à celles ressenties à l'intérieur du bâtiment principal dans la zone où sont installées les différentes installations de traitement de DASRI. Par ailleurs, les odeurs ont également été ressenties de manière plus importante à proximité du compacteur accolé au bâtiment recevant les déchets banalisés en sortie du process de traitement avec les deux machines Ecosteryl, et également lorsque l'aspiration de ces machines dont le conduit donne à l'extérieur était en marche. L'équipe d'inspection remarque qu'une petite ouverture est présente entre le conduit reliant les sorties des machines et la benne (cf. annexe photographique). L'exploitant précise qu'une piste à étudier serait de rendre hermétique la jonction entre le compacteur et le bâtiment, pour éviter l'émanation d'odeurs par les déchets banalisés en fin de

process.

L'équipe d'inspection n'a pas constaté d'odeur particulière à proximité de la cuve double-enveloppe de 25 m<sup>3</sup> où est récupérée l'eau utilisée dans les machines Ecodas. Selon l'exploitant, de la vapeur d'eau est utilisée pour le traitement des déchets dans les machines Ecodas. Cette vapeur est ensuite refroidie par un groupe froid, et l'eau récupérée est stockée dans cette cuve double-enveloppe de 25 m<sup>3</sup> susmentionnée avant d'être évacuée en tant que déchet tous les 6 jours environ.

L'équipe d'inspection constate également la présence de déchets plastiques à proximité d'une des machines Ecosteryl, l'exploitant précise que cette machine est en maintenance et que le chaudronnier passera dans la semaine pour la réparer.

L'équipe d'inspection constate également que la benne bleue recueillant les déchets issus du traitement avec les machines Ecodas est fermée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conclusion :

Les activités du site sont à l'origine de nuisances olfactives pour les riverains du site. Les premières mesures qui ont été prises par l'exploitant pour les limiter (arrêt des rejets de vapeurs, fermeture des portes entre les phases de chargement/déchargement, fermeture de la benne pour les déchets produits par les machines Ecodas) n'apparaissent pas encore suffisantes.

Il conviendra en particulier que l'exploitant mette en œuvre des mesures au niveau de la benne de déchets banalisés issus des machines Ecosteryl et du compacteur, pour éviter l'émanation d'odeurs par les déchets banalisés en fin de process.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection les résultats de la cartographie des odeurs et des mesures environnementales des odeurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Situation administrative**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 1.2 et arrêté préfectoral complémentaire (APC) du 19/03/2025, article 1er

**Thème(s) :** Situation administrative, Situation administrative

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024

## Prescription contrôlée :

Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°1) :

« Le PAC relatif au changement de technologie de 2 des 4 banaliseurs n'a toujours pas été adressé à l'inspection. Ce PAC devra également intégrer les activités relevant de la rubrique 2663, et la conformité à l'arrêté ministériel de prescription général correspondant. »

Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation (bâtiment / atelier / procédés...)	Critère	Seuil critère	Volume autorisé	Unité
3510	A - IED	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	4 appareils de désinfection des DASRI de type ECOSTERYL 250 : 24 tonnes/jour + 3 appareils dont 1 Sterilwave 440 et 2 autres plus petits pour des essais	Capacité	≥ 10	24	t / j
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795		/	/	/	
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793	Stockage des déchets dangereux entrants	Quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1	45	t

(\*) A (autorisation), IED : soumis à la directive IED relative aux émissions industrielles

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3510 relative au traitement de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document sur les meilleures techniques disponibles en matière de « Traitement des déchets » (document BREF (Best REference) « Waste Traitement »).

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-0002 du 19/03/2025

Article 1er

«Le tableau des rubriques de l'article 1.2 « Nature des installations » de l'arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25 janvier 2022 est remplacé par le tableau de classement suivant :



N° de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume autorisé	Régime
3510	Traitement de déchets dangereux Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour	- 2 banaliseurs ECOSTERYL 250 - 3 banaliseurs ECODAS	26 t/j	A
2790	Installations de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793, 2795		/	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri des déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792, 2793	Stockage des déchets entrants	49 t	A
2663-2b	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : b) Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 10000 m <sup>3</sup>	Stockage emballages neufs et containers GE à l'extérieur	1500 m <sup>3</sup>	D

»

#### Constats :

Le dossier de porter à connaissance en date du 15 juillet 2024 relatif au changement de technologie de 2 des 4 banaliseurs a été transmis par l'exploitant par courriel du 28/08/2024.

L'équipe d'inspection remarque que ce porter à connaissance intègre les activités relevant de la rubrique 2663 de la nomenclature des ICPE (1500 m<sup>3</sup> de stockage d'emballages neufs et containers à l'extérieur). L'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-0002 du 19/03/2025 prend acte du classement de cette activité.

L'équipe d'inspection considère ainsi que l'exploitant a apporté les éléments de réponse relatifs à la non-conformité relevée le 05/06/2024 concernant la rubrique 2663.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Moyens de lutte et de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°4) :</p> <p>« Les procédures de mise en œuvre des obturateurs ne précisent pas les acteurs susceptibles d'intervenir sur ces équipements en cas de sinistre (agents spécifiques/équipes ou SDIS). Le contrôle des débits délivrés en simultané par les poteaux incendie n'a pas encore été réalisé. »</p> <p>Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022</p> <p>Article 5.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>« L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers, et au minimum :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• un réseau de poteaux incendie DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) fournissant au moins 150m<sup>3</sup>/h d'eau pendant 2h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars, et respectant les distances suivantes :</li><li>◦ 100m au plus entre l'entrée principale du bâtiment et l'hydrant le plus proche, par des chemins praticables par deux sapeurs-pompiers tirant un dévidoir ;</li><li>◦ à moins de 200m de l'installation pour les autres ;</li><li>◦ à 5m au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment ;</li></ul> <p>[...]</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Un plan des moyens de lutte est tenu en permanence, de façon facilement accessible, à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...] »</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la précédente inspection en date du 05/06/2024, l'équipe d'inspection a pu constater que 2 obturateurs ont été installés et l'exploitant a présenté la procédure sur les mesures à mettre en œuvre en cas d'incendie ainsi que le mode opératoire des obturateurs. L'équipe d'inspection a remarqué qu'aucun pilote n'a été identifié pour ces actions (agents spécifiques/équipes ou SDIS) et des actions correctives ont été demandées à l'exploitant concernant cette procédure.</p>

<p>Lors de la visite des installations le 13/05, l'équipe d'inspection constate que la procédure précisant les mesures à mettre en œuvre en cas d'incendie, intitulée « évacuation en cas d'incendie », révisée en septembre 2024 N°ENR396-V1, est affichée à proximité de l'accueil du site et de l'entrée du bâtiment. Cette procédure indique qu'en cas d'incendie, l'actionnement des obturateurs doit être fait par le référent, et indique le nom du référent et du référent suppléant.</p> <p>L'inspection considère ainsi que l'exploitant a répondu à la non-conformité relevée lors de l'inspection du 05/06/2024 en ce qui concerne la précision sur les acteurs susceptibles d'intervenir sur les obturateurs.</p> <p>En ce qui concerne le contrôle des poteaux incendie en simultané, l'exploitant précise avoir pris contact avec la société en charge de la gestion des poteaux pour la réalisation du contrôle des poteaux en simultané et présente le rapport associé à cette vérification réalisée le 16/09/2024 par cette même société (Suez). Le rapport indique que les poteaux référencés 118-119 et 120 ont un débit conforme à 180 m<sup>3</sup>/h en simultané et que la pression résiduelle à 60 m<sup>3</sup>/h est de 3,6 bar pour le poteau n°118, 5,2 bar pour le poteau n°119 et 3,8 bar pour le poteau n°120.</p> <p>Lors de la visite des installations le 13/05/2025, l'équipe d'inspection constate par sondage que l'extincteur situé dans la zone de stockage d'emballages propres possède une étiquette indiquant que la dernière vérification a été effectuée en novembre 2024.</p> <p>L'équipe d'inspection constate également que l'accès au RIA situé à proximité du local de stockage de déchets cytostatiques et cytotoxiques était encombrée par des bennes métalliques. L'exploitant prend des mesures immédiates pour dégager son accès.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Conclusion :</p> <p>L'équipe d'inspection rappelle à l'exploitant que les équipements de lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Conception des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conception des installations</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°5) :</p> <p>« La benne de déchets banalisés située à l'extérieur n'est ni isolée du bâtiment principal par un</p>

mur coupe-feu de degré 2h ni éloignée d'une distance d'au moins 8m. L'étude d'incendie généralisée en considérant ce stockage n'est pas encore finalisée. Elle devra être intégrée au PAC (cf point de contrôle n°1). »

Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022, dans sa version modifiée par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-00002 du 19/03/2025

#### Article 6.1 Conception des installations

« Les déchets produits, entreposés dans l'établissement avant leur orientation dans une filière adaptée sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les déchets désinfectés (banalisés) sont stockés dans un maximum de 2 bennes de 30m<sup>3</sup> chacune, étanches et à l'abri des précipitations. Ces bennes sont soit isolées du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m. A défaut, l'exploitant met à jour l'étude de dangers de son site en cas de modification des modalités de stockage des déchets.

Les déchets sont régulièrement évacués vers des filières de traitement et d'élimination autorisées pour les recevoir.

Les déchets désinfectés ne peuvent pas faire l'objet d'une valorisation matière ou d'un recyclage. »

#### Constats :

Le dossier de porter à connaissance en date du 15 juillet 2024 relatif au changement de technologie de 2 des 4 banaliseurs a été transmis par l'exploitant par courriel du 28/08/2024.

L'équipe d'inspection remarque que ce porter à connaissance intègre une mise à jour des modélisations d'incendie de stockage de bacs de DASRI et de bennes de déchets et indique qu'aucun effet domino n'est identifié en cas d'incendie dans la benne fermée positionnée contre le bardage du bâtiment principal. Toutefois, le risque d'un incendie engendré par des fumées chaudes se propageant dans le bâtiment à partir d'un départ de feu dans le caisson de compaction ou dans la trémie est limité, mais ne peut pas être totalement écarté, et qu'ainsi les prescriptions concernant le caractère coupe-feu des murs du bâtiment ont été maintenues par l'APC du 19/03/2025 susmentionné, notamment en ce qui concerne l'isolement des bennes du bâtiment principal par un mur coupe-feu de degré 2h ou éloignées d'une distance d'au moins 8m.

Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate que le mur isolant le compacteur du bâtiment principal est toujours en bardage métallique. L'exploitant a indiqué qu'il prendra contact avec le SDIS pour échanger plus précisément sur les risques associés à cette configuration qui n'a pas de mur coupe-feu ou une distance d'éloignement des bennes de déchets d'au moins 8m.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit prendre contact avec le groupement prévention du SDIS 78 afin de préciser les attentes des services d'incendie et de secours vis-à-vis de la configuration de la benne compacteur positionnée contre le bardage du bâtiment principal.

Il transmet à l'inspection ses propositions concernant cette configuration et son plan d'actions.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Stockage de déchets particuliers**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 6.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage de déchets particuliers

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 05/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024

**Prescription contrôlée :**

Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°9) :

« Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels sont stockés dans le même local. L'exploitant doit évaluer les risques présentés par cette situation. Le porter à connaissance relatif au changement de banaliseuse prévu par l'exploitant pourra intégrer cette évaluation et les propositions de l'exploitant. »

Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022

Article 6.4.2 Nature des déchets admis

« [...]

Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés (déchets cytostatiques et cytotoxiques) ainsi que les déchets mercuriels d'amalgames dentaires admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseuses du site mais sont regroupés dans un local réservé spécifiquement à leur stockage, avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique des déchets dangereux ou une unité de valorisation pour les déchets d'amalgames.

Les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels admis sur le site ne sont pas traités dans les banaliseuses du site. Ils sont regroupés dans un local de regroupement des DASRI avant leur transfert vers une unité d'incinération spécifique DASRI.

Les locaux susvisés sont distincts. »

**Constats :**

Le dossier de porter à connaissance en date du 15 juillet 2024 relatif au changement de technologie de 2 des 4 banaliseurs a été transmis par l'exploitant par courriel du 28/08/2024.

L'équipe d'inspection remarque que la demande de relative à la modification de l'article 6.4.2 concernant le local de stockage des déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels n'a pas été intégrée au dossier de porter à connaissance et qu'il a été notamment indiqué dans les considérants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-00002 du 19/03/2025 que « dans ses observations, l'exploitant réitère ses demandes de modification des vitesses minimales d'éjection, de la liste de déchets générés par le fonctionnement normal des installations et de la liste des déchets admis (respectivement les articles 2.1.1, 6.2 et 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 susvisé) sans apporter des justifications suffisantes motivant ces demandes ».

Lors de la visite des installations, l'équipe d'inspection constate que ces déchets (déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels) sont toujours stockés dans un même local. L'exploitant précise que l'emplacement prévu pour le stockage de ces déchets (déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels) était déjà indiqué dans le dossier de demande d'autorisation, et que la mention de deux locaux distincts était une coquille dans le dossier de demande d'autorisation qui a été reprise dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/01/2022.

Par courrier en date du 20 mai 2025, l'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/01/2022. Il précise que "nous n'avons qu'un seul local de stockage pour nos déchets chimiques tout en respectant la matrice de compatibilité des produits chimiques". L'équipe d'inspection précise que ce dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Conclusion :

La non-conformité relevée lors de l'inspection du 05/06/2024 est ainsi maintenue et amendée :

Les déchets de médicaments anticancéreux concentrés, les déchets souillés de médicaments anticancéreux ainsi que les déchets susceptibles de contenir des agents transmissibles non conventionnels sont stockés dans le même local. La demande de l'exploitant concernant l'aménagement de cette prescription sera traitée dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance en date du 20 mai 2025 et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Conduits des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.1.1																											
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques																											
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li></ul>																											
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°12) :</p> <p>« Le dernier rapport de contrôle des effluents atmosphériques met en évidence que la vitesse d'éjection minimale des gaz n'est pas respectée. L'exploitant devra transmettre les caractéristiques du conduit d'extraction des rejets atmosphériques (notamment le diamètre). »</p> <p>Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022, dans sa version modifiée par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-00002 du 19/03/2025</p> <p>Article 2.1.1 Conditions générales de rejet</p> <p>«</p> <table><tr><th></th><th>Installations raccordées</th><th>Hauteur en m</th><th>Diamètre en mm</th><th>Rejet des fumées des installations raccordées</th><th>Débit nominal en Nm3/h</th><th>Vitesse mini d'éjection en m/s</th></tr><tr><td>Conduit n°1</td><td>Banaliseur ECOSTERYL 1</td><td>11,3</td><td>200</td><td>Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane, éthanol et méthane</td><td>9600</td><td>10</td></tr><tr><td>Conduit n°2</td><td>Banaliseur ECOSTERYL 2</td><td>11,3</td><td>200</td><td></td><td>9600</td><td>10</td></tr></table> <p>Les conduits sont équipés de filtres à particules et de caisson de charbon actif.</p> <p>L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs, notamment concernant le choix des fréquences de renouvellement, permettant de garantir l'absence de saturation des charbons actifs et des filtres.</p> <p>L'exploitant réalise un suivi du poids des charbons actifs. Les résultats sont pris en compte pour l'élaboration des procédures de gestion, notamment de renouvellement, des charbons actifs. »</p>								Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s	Conduit n°1	Banaliseur ECOSTERYL 1	11,3	200	Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane, éthanol et méthane	9600	10	Conduit n°2	Banaliseur ECOSTERYL 2	11,3	200		9600	10
	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en mm	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm3/h	Vitesse mini d'éjection en m/s																					
Conduit n°1	Banaliseur ECOSTERYL 1	11,3	200	Poussière et COV dont toluène, dichlorométhane, éthanol et méthane	9600	10																					
Conduit n°2	Banaliseur ECOSTERYL 2	11,3	200		9600	10																					
<b>Constats :</b> <p>Le dossier de porter à connaissance en date du 15 juillet 2024 relatif au changement de</p>																											

technologie de 2 des 4 banaliseurs a été transmis par l'exploitant par courriel du 28/08/2024.

L'équipe d'inspection remarque que la demande relative à la modification de l'article 2.1.1 concernant la modification des conditions de vitesse d'éjection des conduits, motivée par des rejets en discontinu, n'a pas été intégrée au dossier de porter à connaissance et qu'il a été notamment indiqué dans les considérants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-03-19-00002 du 19/03/2025 que « dans ses observations, l'exploitant réitère ses demandes de modification des vitesses minimales d'éjection, de la liste de déchets générés par le fonctionnement normal des installations et de la liste des déchets admis (respectivement les articles 2.1.1, 6.2 et 6.4.2 de l'arrêté préfectoral du 25 janvier 2022 susvisé) sans apporter des justifications suffisantes motivant ces demandes.

En ce qui concerne la transmission des caractéristiques du conduit d'extraction des rejets atmosphériques (notamment le diamètre), ces éléments ont été transmis par l'exploitant et intégrés à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 13/05/2025 (modifications apportées à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 25/01/2022). L'équipe d'inspection considère ainsi que l'exploitant a apporté les éléments de réponse concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 05/06/2024.

L'exploitant précise avoir réalisé des mesures des rejets uniquement pendant les périodes de fonctionnement de l'aspiration, et que ces mesures sont conformes en termes de vitesse d'éjection et débit nominal.

Lors de la visite des installations le 13/05, l'équipe d'inspection constate que l'aspiration ne fonctionne pas en continu. Par ailleurs, comme mentionné au point de contrôle n°1 du présent rapport, des odeurs plus importantes ont été ressenties à l'extérieur proche des conduits d'aspiration lorsque l'aspiration était en fonctionnement.

Par courrier en date du 20 mai 2025, l'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance concernant la modification de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25/01/2022. En ce qui concerne la mesure de la vitesse d'éjection l'exploitant précise que " Comme nos installations ne fonctionnent pas en continu, nous ne pouvons pas être soumis à cet article [note de l'équipe d'inspection: article 57 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998]. Nous pouvons nous engager à continuer à mesurer la vitesse mais sans seuil réglementaire. L'équipe d'inspection précise que ce dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'équipe d'inspection précise que ce dossier de porter à connaissance en date du 20 mai 2025 est en cours d'instruction et fera l'objet d'un retour spécifique à l'exploitant.

Par ailleurs, en lien avec les constats du point de contrôle n°1 concernant les odeurs plus importantes ressenties lors de la mise en route de l'aspiration, l'équipe d'inspection demande à l'exploitant de préciser la fréquence de renouvellement des charbons actifs des conduits n°1 et n°2 des banaliseurs Ecosteryl et les éléments pris en compte pour la gestion de ce renouvellement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois



**N° 7 : IEM**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/01/2022, article 2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°13) :</p> <p>« Le délai pour rendre l'IEM est dépassé. »</p> <p>Arrêté préfectoral n°78-2022-01-25-00006 du 25/01/2022</p> <p>Article 2.3.4 Interprétation de l'état des milieux</p> <p>« L'exploitant fournit, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, une interprétation de l'état des milieux. Cette étude porte sur les rejets atmosphériques et est réalisée conformément au guide technique INERIS : Evaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires - Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées (septembre 2021). »</p>
<b>Constats :</b> <p>Par courrier en date du 23 janvier 2025, l'exploitant présente à l'inspection les résultats de l'interprétation de l'état des milieux (IEM) réalisée par un bureau d'études spécialisé (EODD ingénieurs conseils). L'équipe d'inspection considère ainsi que l'exploitant a apporté les éléments de réponse concernant la non-conformité relevée lors de l'inspection du 05/06/2024.</p> <p>Concernant l'IEM présentée, l'équipe d'inspection remarque que selon le guide INERIS d'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires de septembre 2021 (disponible sur : <a href="https://www.ineris.fr/fr/evaluation-etat-milieux-risques-sanitaires">https://www.ineris.fr/fr/evaluation-etat-milieux-risques-sanitaires</a>), l'outil d'interprétation de l'état des milieux (IEM) se base sur les mesures réalisées dans les milieux d'exposition potentiellement influencés par les émissions autour du site et qu'il s'appuie sur le schéma conceptuel d'exposition, se déroulant en 3 étapes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- caractériser l'état actuel des milieux à l'aide de mesures ;</li><li>- déterminer si les émissions de l'installation (ou d'autres sources) contribuent à une dégradation des milieux ;</li><li>- évaluer la compatibilité des milieux avec les usages.</li></ul> <p>Comme mentionné dans les constats de l'inspection du 05/06/2024, par courriel du 19/06/24, l'exploitant a transmis la présentation de la méthodologie proposée par le bureau d'étude choisi pour l'IEM. Seul le vecteur Air est concerné pour l'instant, du fait des difficultés rencontrées pour la mise en place des banaliseurs Ecodas.</p>

La localisation des points de mesure a été déterminée en tenant compte à la fois des statistiques météorologiques locales (rose des vents) et de l'étude de risque sanitaire du site (notamment les enjeux identifiés à proximité). 6 points de mesure ont été retenus.

Les principaux traceurs retenus sont les suivants :

- COV (composés organiques volatils), en particulier toluène, dichlorométhane et éthanol ;
- Poussières (PM2,5 et PM10).

La campagne de prélèvement d'air a porté uniquement sur ces polluants.

L'équipe d'inspection remarque que 5 points de mesures ont été finalement retenus dans l'étude finalisée (au lieu des 6 initialement mentionnés dans le courriel du 19/06/2024), l'étude indique que les points de mesure ont été sélectionnés compte tenu des principaux enjeux situés autour du site (habitations à l'Est et à l'Ouest, zone industrielle à l'Est, collège à l'Ouest, aire d'accueil des gens du voyage au Sud) et de la rose des vents.

La campagne de prélèvement d'air a été réalisée en octobre 2024 (du 08/10 au 21/10/2024), période où les activités sont représentatives des conditions rencontrées la majeure partie du temps (la dépose des équipements a eu lieu le 21/10/2024, premier jour des vacances de la Toussaint). Une station météorologique portable a été placée à l'intérieur des limites de l'installation, indiquant au moment des mesures une prédominance des vents de l'Ouest, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Selon l'étude ces observations sont caractéristiques des tendances observées lors de l'année 2019. Le point témoin de la campagne de mesures a ainsi été choisi de par son éloignement du site et de par le fait qu'il est très peu sous influence des vents en provenance du site. Par ailleurs, l'étude indique que la hauteur de précipitation enregistrée pour le mois d'octobre (58,2 mm pour la période 1991-2020 d'après la fiche climatologique de Pontoise Aéro) est inférieure à la hauteur de précipitation rencontrée pendant la campagne de prélèvement (188 mm), ce qui indique que le lessivage des polluants dans l'atmosphère et leurs dépôts ont été plus importants que les moyennes de saison observés dans la zone.

Les valeurs de mesure dans les différents points ont ainsi été comparées aux valeurs de référence, afin d'évaluer la dégradation potentielle du milieu, selon les étapes recommandées par le guide INERIS d'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires de septembre 2021. La conclusion pour l'ensemble des traceurs retenus (COV traceurs des activités du site : dichlorométhane, éthanol et toluène, screening COV et poussières et particules fines) est que les concentrations de COV et poussières ne dégradent pas la qualité de l'air de la zone d'étude.

L'équipe d'inspection remarque que le guide INERIS d'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires de septembre 2021 indique que « *si les résultats montrent que l'état des milieux potentiellement affectés par les émissions de l'installation (ou de sources voisines ou anciennes) est similaire à celui d'un état non dégradé (état initial, environnement local témoin, référentiels), alors les milieux sont considérés comme compatibles avec les usages. L'IEM n'a pas lieu d'être poursuivie (Si les concentrations au niveau de l'environnement local témoin dépassent les valeurs de gestion, il convient toutefois de le signaler aux organismes compétents).* ».

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Registre des déchets générés par l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 05/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/09/2024</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Non-conformité relevée le 05/06/2024 (point de contrôle n°7) : « Les dates d'élimination de certains déchets non dangereux ne sont pas précisées (expéditions quotidiennes). Il conviendra que l'exploitant précise si un accord a été passé avec la collectivité pour la collecte de ces déchets.»</p> <p>Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement</p> <p>Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition du déchet ;</li></ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li></ul> <p>c) Concernant l'origine du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- l'adresse de l'établissement ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li></ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de</li></ul>

<p>l'environnement ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les déchets autres que ceux issus des activités (notamment les plastiques banalisés, les eaux de refroidissement, etc.) sont collectés par la collectivité en tant que déchets « assimilés ménagers » et qu'un contrat n'existe pas pour les professionnels dans la ville de Carrières-sur-Seine comme il peut exister dans d'autres villes.</p> <p>L'équipe d'inspection considère ainsi que l'exploitant a apporté les éléments de réponse relatifs à la non-conformité relevée le 05/06/2024 concernant la collecte de certains déchets non dangereux.</p> <p>Par courriel en date du 23/05/2025, l'exploitant présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre de suivi des déchets 2025 pour le site. L'équipe d'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les déchets de cartons, films plastiques, papiers, déchets ménagers, consommables de bureau, il est indiqué que des bacs de collecte sont mis à disposition avec collecte par VEOLIA une fois par semaine ;</li> <li>• pour les broyats de banaliseuse et de l'eau de refroidissement de banaliseuse, considérés comme déchets non dangereux, les coordonnées du transporteur et de l'installation de destination ainsi que le code du traitement y sont indiqués ;</li> <li>• pour les déchets dangereux, seuls les prestataires de transport et traitement de déchets de séparateurs hydrocarbures ont déjà été identifiés.</li> </ul> </li> <li>- le dernier bordereau de suivi pour les dasri (déchets d'activités de soins à risque infectieux) regroupés sur site et envoyés en incinération (cerfa n°11352*04) en date du 20/05/2025.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Fluides frigorigènes - Contrôle périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1er et 4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fréquence des contrôles périodiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre</p>

fluorés

#### Article 1er

« Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité les contrôles d'étanchéité périodiques prévus à l'article R. 543-79 du code de l'environnement et à l'article 4 du règlement (UE) n°517/2014 :

-soit par une des méthodes de mesures directes définie à l'article 2 du présent arrêté ;

-soit par une des méthodes de mesures indirectes définie à l'article 2 du présent arrêté.

Les contrôles d'étanchéité périodiques réalisées par une méthode de mesure directe sont réalisés sur les parties décrites à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé.

Lors des contrôles d'étanchéité périodiques réalisés par une méthode de mesure indirecte, l'opérateur effectue un contrôle visuel et manuel de l'équipement et analyse l'un ou plusieurs des paramètres suivants :

a) La pression ;

b) La température ;

c) Le courant du compresseur ;

d) Les niveaux de liquides ;

e) Le volume de la quantité rechargée.

Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser, conformément à l'article 3 (CE) 1516/2007, par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité, la vérification des fiches d'intervention de l'équipement prévues à l'article R. 543-82 du code de l'environnement. »

#### Article 4

« La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :

CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT		PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de système permanent  de détection de fuite  répondant aux exigences  du I. et II. de l'article 3	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un système permanent de détection  de fuite répondant aux exigences  du I. et II. de l'article 3 est installé
HCFC	2 kg ≤ charge < 30 kg		12 mois	
	30 kg ≤ charge < 300 kg		6 mois	
	300 kg ≤ charge		3 mois	
HFC, PFC	5 t. éq. CO2 ≤ charge < 50 t. éq. CO2		12 mois	24 mois
	50 t. éq. CO2 ≤ charge < 500 t. éq. CO2		6 mois	12 mois
	500 t. éq. CO2 ≤ charge	Équipement mobile	3 mois	6 mois
		Équipement fixe		6 mois
		Équipement fixe répondant à l'exception prévue au III de l'article 3	3 mois	

»

### Constats :

Lors de la visite des installations, l'exploitant précise que des groupes froids sont utilisés pour le refroidissement de l'eau pour les machines Ecosteryl et Ecodas.

Par courriel du 23/05/2025, l'exploitant précise que les groupes froids fonctionnent avec du gaz R410A. L'équipe d'inspection remarque que ce gaz est un mélange de gaz HFC.

L'exploitant présente également par ce même courriel les fiches d'intervention (cerfa n°15497\*03) relatives au dernier contrôle d'étanchéité réalisé par un opérateur attesté (n°d'attestation de capacité 12087, catégorie 1: (inclut les catégories II, III, IV et V) : Contrôle d'étanchéité, maintenance et entretien, mise en service, récupération des fluides des équipements de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur, vérification des coordonnées de l'opérateur et de la catégorie d'attestation par l'équipe d'inspection sur : <https://data.ademe.fr/datasets/opérateur-atteste-gf> le 02/07/2025).

L'équipe d'inspection constate les informations suivantes sur les fiches d'intervention présentées :

n°de la fiche d'intervention	équipement concerné	Charge totale en R410A / tonnage équivalent CO <sub>2</sub> indiquée dans la fiche d'intervention	Date de réalisation du contrôle	Fuites constatées lors du contrôle d'étanchéité	Fréquence prévue à l'article 4 de l'AM du 29/02/2016 susmentionné	Constats de l'équipe d'inspection
F2502010A	190202EN01	5,3 kg / 11,07 téq. CO <sub>2</sub>	12/03/2025	Non	12 mois	Pour les trois équipements, la fréquence de réalisation des contrôles d'étanchéité est respectée au moment de la visite d'inspection.
F2502010B	240313EN02	5,3 kg / 11,07 téq. CO <sub>2</sub>	12/03/2025	Non	12 mois	
F2502010C	240314EN03	5,3 kg / 11,07 téq. CO <sub>2</sub>	12/03/2025	Non	12 mois	

L'équipe d'inspection remarque que le formulaire cerfa utilisé par l'opérateur n'est pas celui en vigueur depuis juillet 2024 (cerfa n°15497\*04).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit veiller à ce que l'opérateur réalisant les contrôles d'étanchéité utilise la dernière version du cerfa n°15497.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## **Annexe photographique**

(la photographie présentée dans cette annexe a été prise par l'équipe d'inspection le 13/05/2025 lors de la visite des installations)

### **Point de contrôle N° 1 : Nuisances olfactives**



Ouverture entre le conduit reliant les sorties des machines et la benne déchets